

## ILS DEVAIENT MARCHER SUR ALGER

## La marche des Patriotes bloquée à Tidjelabine

**Ils ont pris le départ simultanément de 40 wilayas, plusieurs centaines de Patriotes qui se sont donné rendez-vous à Tidjelabine dans le centre de la wilaya de Boumerdès. Ils voulaient marcher sur la capitale pour se faire entendre. Un impressionnant déploiement des éléments de la Gendarmerie nationale les a empêchés. Ils ont été par conséquent bloqués au niveau de la RN5 (Alger-Constantine) à Tidjelabine dans le centre de la wilaya de Boumerdès.**

Selon Mourad Daâmallah, président de l'Organisation nationale de la défense des droits des Patriotes (ONDDP), plusieurs dizaines de marcheurs ont été stoppés au niveau de Blida, de Bouira et d'autres localités.

Les marcheurs que nous avons questionnés nous ont assuré que les éléments du service de l'ordre, déployés à Tidjelabine, se sont bien comportés. A notre première question sur cette marche, Mourad Daâmallah lance avec force : «C'est d'abord une marche de la dignité.» Et d'ajouter : «En dépit de ce qu'ils ont fait pendant 20 ans durant la période du terrorisme, les Patriotes sont rejetés. Ils les ont enrôlés comme personnes entières et ils n'ont restitué que leurs ossements.»

Sur les motifs de cette marche, il nous dira : «Nous avons été reçus par le wali de Boumerdès pour lui remettre un message destiné au ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales. Nous demandons l'institution d'une commission nationale pour étudier nos doléances. Nous ne sommes pas prêts à baisser les bras.» D'après lui, le gouvernement refuse d'appliquer le décret présidentiel numéro 77/1992 qui se rapporte aux droits des résistants contre le terrorisme. En résumé, le président de l'ONDDP affirme que ce décret donne droit à la retraite proportionnelle, la prise en charge de leurs problèmes de santé mais surtout la suppression de la distinction entre Patriotes et GLD. «On dit à ces derniers, vous avez

pris les armes pour protéger vos familles. C'est faux, tout le monde a pris les armes pour défendre la République.» Daâmallah s'interroge. «Pourquoi ce décret a été envoyé secrètement au gouvernement et au Parlement ? Si ce gouvernement a peur de Madani Mezrag, nous, nous n'avons nullement peur de ce chef terroriste qui menace l'Etat algérien de recruter 4 millions de terroristes pour les faire monter au maquis. Le gouvernement est-il incapable

de faire face aux défis soulevés par cette catégorie sociale ? Nous ne sommes pas des politiciens et nous ne concourons pour aucun poste politique. Nous demandons au ministre de l'Intérieur de consulter la liste au niveau du ministère de la Défense nationale pour savoir qui sont les véritables résistants contre les terroristes et qui a défendu la République.»

Daâmallah s'étonne du silence des partis politiques sur cet épineux problème «mis à part le RCD et le MDS qui ont rendu publiques des déclarations de soutien, les autres n'ont montré aucun intérêt particulier, même Ahmed Ouyahia n'a rien fait pour nous, alors qu'il occupe un poste important».

Et de conclure : «Nous avons payé de notre sang pour défendre



Photos : DR

**Les Patriotes ne sont pas prêts à baisser les bras.**

le pays, nous ne sommes pas des perturbateurs et nous ne courons pas derrière des postes politiques.» Vers 13h30, ils se sont dispersés dans le calme.

**Abachi L.**

## RENCONTRE DES CADRES DE LA CNAS

## Le plan stratégique 2017 débattu

**La rencontre organisée hier par la direction générale de la Cnas a été une occasion pour le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale d'évoquer la réunion de la tripartite qui se tiendra aujourd'hui à Annaba. Pour Mohamed El Ghazi, «il s'agira d'une opportunité pour examiner l'alternative économique au pétrole qui mettra fin à la dépendance aux hydrocarbures et encouragera la diversification de l'économie».**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La rencontre, qui a eu lieu au centre familial de Ben Aknoun, a eu pour principal objectif de «mettre en évidence les différentes activités de la Cnas dans le cadre du plan stratégique de l'année 2017». Il s'agit des différentes actions programmées, à savoir «la contractualisation avec les mutuelles sociales, la formation, le recouvrement des cotisations de la Sécurité sociale, la gestion de la comptabilisation des dépenses de prestations et le plan de commu-

nication pour l'année 2017». Toutes ces questions ont fait l'objet d'interventions des 150 participants, dont des directeurs de caisses et des responsables régionaux de la Cnas.

Pour le ministre du Travail, cette rencontre revêt une «importance capitale puisqu'il s'agira d'examiner l'alternative économique au pétrole qui mettra fin à la dépendance aux hydrocarbures et encouragera la diversification de l'économie notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et des services tertiaires».

Pour rappel, les participants à la dernière rencontre tripartite avaient appuyé à l'unanimité le nouveau modèle économique de croissance (2016-2019) élaboré par le gouvernement pour faire face à une situation économique difficile induite par la chute des prix du pétrole.

L'objectif principal de ce modèle est d'aboutir à terme à des niveaux soutenables en matière d'équilibres du Trésor et des finances publiques, de consolider la justice sociale sans surcoût économique, de réformer la fiscalité et de mettre le budget au service de la croissan-

ce et du développement humain durable. Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a saisi cette opportunité pour mettre en avant les démarches initiées par son département depuis la dernière rencontre qui s'est tenue au siège de son département.

A ce propos, il dira que la réception des syndicats autonomes au niveau du ministère du Travail se «poursuit toujours, notamment pour la remise d'une copie de l'avant-projet sur le nouveau code du travail, en vue d'apporter leur contribution».

La même source a ajouté que le département du travail a enregistré 65 syndicats et entre 25 et 35 ont assisté à la première réunion au ministère, ajoutant que «les absents lors de la première rencontre ne sont pas exclus vu qu'ils sont enregistrés et l'inspecteur général du travail continue à les recevoir au jour d'aujourd'hui».

M. El Ghazi a insisté sur le rôle du dialogue social pour le règlement de certains conflits, tout en estimant que les syndicats «sont des partenaires et non des adversaires».

**A. B.**

## GÉNÉRALISATION DU PAIEMENT ÉLECTRONIQUE À L'ENSEMBLE DES BANQUES

## Effective dans les 18 prochains mois «au maximum»

**La généralisation du système de paiement électronique à l'ensemble des banques publiques et privées sera effective dans les 18 prochains mois «au maximum», a signalé hier le ministre des Finances, Hadji Baba Ammi, qui a mis en relief l'effort en matière de modernisation que déploie aujourd'hui le secteur bancaire dans la modernisation de ses systèmes de paiement.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - «Les systèmes de paiement électronique seront pour la totalité des banques opérationnels au maximum dans 18 mois», a en effet indiqué le ministre à l'occasion de la cérémonie de signature d'une convention-cadre entre la Banque nationale d'Algérie (BNA) et le groupe Sonelgaz, pour le paiement via carte CIB (carte interbancaire) des factures d'électricité et de gaz.

Cette cérémonie qui a eu lieu à Alger, en présence du ministre de l'Énergie, Noureddine Bouterfa, et du P-dg de Sonelgaz, Mustapha Guitouni, ainsi que le ministre délégué chargé de l'Economie numérique, Mouatassem Boudiaf,

est, estime Baba Ammi, «forte en symboles en ce qu'elle consacre dans les faits le lancement effectif du paiement électronique pour le groupe Sonelgaz». Avec ce que cela implique comme «facilités, gain de temps mais aussi comme efficacité en termes de suivi et de contrôle aussi bien pour l'entreprise que pour les consommateurs au nombre de 9 millions à pouvoir utiliser cette facilité de paiement».

Selon le P-dg de la BNA, Achour Abboud, tous les abonnés de la Sonelgaz «quelle que soit leur domiciliation, à la BNA ou ailleurs, pourront grâce à leurs cartes CIB régler leurs factures via le net». Pour ce faire, quatre portails de paiement en ligne ont été



**Modernisation des moyens de paiements à la BNA.**

mis en place par les ingénieurs du groupe Sonelgaz qui ont travaillé à ce processus. Lequel, a indiqué Mustapha Guitouni, permettra «aux détenteurs des cartes CIB de s'acquitter de leurs factures en ligne sur des portails web totalement sécurisés et accessibles 24h/24 et 7jours/7».

Cette formule de paiement en ligne, a-t-il ajouté, permettra aussi

aux citoyens d'économiser «du temps et de l'énergie en évitant tous les inconvénients que génèrent les déplacements». En plus d'être rapide et fiable, le paiement électronique est, de l'avis du P-dg de Sonelgaz, un véritable «atout commercial», encourageant l'ensemble des clients du groupe à l'adopter. Car, l'acquittement des factures par voie électronique

«aura des répercussions bénéfiques sur le gain des ressources, la fiabilité des transactions et la satisfaction de la clientèle».

Tout en se félicitant de ce «pas très important» dans le processus de modernisation des moyens de paiement, le ministre de l'Énergie a plaidé pour sa généralisation par delà le secteur bancaire, au secteur de la poste dont les clients représentent le gros des abonnés de la Sonelgaz. Il s'est réjoui que ce système ait été mis en place «sans que le citoyen ait eu à déboursier un dinar de plus», mettant en avant la capacité de l'Etat à offrir ce moyen de paiement «en tous points du territoire gratuitement». «Il s'agit d'une avancée importante pour les usagers et les entreprises, qui s'inscrit dans le cadre d'une démarche graduelle et maîtrisée de généralisation des moyens de paiement modernes», a pour sa part souligné le ministre des Finances, Baba Ammi.

**Y. D.**